



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/RES/50/182
6 mars 1996

Cinquantième session
Point 112 b) de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Troisième Commission (A/50/635/Add.2)]

50/182. Droits de l'homme et exodes massifs

L'Assemblée générale,

Profondément inquiète de l'étendue et de l'ampleur croissantes des exodes de réfugiés et des déplacements de populations dans de nombreuses régions du monde et des souffrances endurées par des millions de réfugiés et de personnes déplacées,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la question et celles de la Commission des droits de l'homme, en particulier la résolution 1995/88 de la Commission, en date du 8 mars 1995 1/, ainsi que les conclusions de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme 2/, qui a considéré que les violations flagrantes des droits de l'homme, notamment celles commises à l'occasion de conflits armés, figuraient parmi les facteurs multiples et complexes qui étaient à l'origine des déplacements de populations et que la communauté internationale devait adopter une démarche globale afin de s'attaquer aux racines mêmes du problème, de remédier aux conséquences des mouvements de réfugiés et déplacements de personnes et de renforcer les mécanismes de planification préalable et de réaction aux situations d'urgence,

Consciente du fait que les exodes massifs de populations ont des causes multiples et complexes, notamment les violations des droits de l'homme, les conflits politiques, ethniques et économiques, la famine, l'insécurité, la violence, la pauvreté et la dégradation de l'environnement, de sorte que tout

1/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément n° 3 et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

2/ Voir A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

système d'alerte rapide exige une approche intersectorielle et multidisciplinaire,

Notant que le Secrétaire général constate, dans son rapport intitulé "Agenda pour la paix" 3/, que la protection des droits de l'homme et la promotion du bien-être économique sont des éléments importants de la paix, de la sécurité et du développement,

Notant également que les consultations interinstitutions sur l'alerte rapide aux nouveaux afflux de réfugiés et de personnes déplacées se poursuivent,

Constatant que le système de protection des droits de l'homme et l'action humanitaire se complètent à plusieurs égards importants et que les organismes humanitaires apportent une éminente contribution à l'exercice effectif des droits de l'homme,

Soulignant qu'il faut renforcer la coopération internationale en vue de prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés, tout en mettant au point des solutions durables aux situations de réfugiés existantes,

Considérant que les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, y compris ceux qui relèvent de la Commission des droits de l'homme et les organes créés en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme, constituent d'importants moyens de lutter contre les violations des droits de l'homme qui provoquent des mouvements de réfugiés et de personnes déplacées ou qui empêchent d'apporter une solution durable à leurs difficultés,

Considérant également que, dans la plupart des cas, les femmes et les enfants forment environ 80 p. 100 des réfugiés et que, sans compter les problèmes et les besoins qu'elles ont en commun avec tous les réfugiés, les femmes et les filles sont alors exposées à une discrimination, à des actes de violence et à une exploitation fondés sur le sexe,

Réaffirmant que l'aide au développement et à la reconstruction est un moyen essentiel de s'attaquer à certaines des causes des exodes massifs et contribue en outre à la mise au point de stratégies de prévention,

Se félicitant des efforts que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés déploie sans relâche afin de répondre aux besoins de protection et d'assistance des réfugiés et autres personnes relevant de sa compétence, partout dans le monde,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général 4/;
2. Rappelle avec satisfaction que, par sa résolution 41/70 du 3 décembre 1986, elle a approuvé l'appel lancé à tous les États pour qu'ils assurent la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales et s'abstiennent de les dénier à certains individus, dans leur population, en

3/ A/47/277-S/24111.

4/ A/50/566.

raison de leur nationalité, de leur origine ethnique, de leur race, de leur religion ou de leur langue;

3. Déplore vivement l'intolérance ethnique et autre, qui est l'une des principales causes des migrations forcées, et invite instamment les États à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des droits de l'homme, en particulier les droits des personnes appartenant à des minorités;

4. Invite de nouveau tous les gouvernements ainsi que les institutions intergouvernementales et les organisations humanitaires et non gouvernementales compétentes à intensifier la coopération et le concours qu'ils apportent à l'action menée à l'échelle mondiale pour remédier aux graves problèmes découlant des exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées et s'attaquer à leurs causes;

5. Encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager d'adhérer à la Convention de 1951 5/ et au Protocole de 1967 6/ relatifs au statut des réfugiés et, le cas échéant, aux autres instruments régionaux pertinents relatifs aux réfugiés et instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme;

6. Note avec satisfaction la contribution apportée par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat à la mise en place, par le Département des affaires humanitaires du Secrétariat, du système d'alerte rapide aux crises humanitaires, et note que les consultations se poursuivent à ce sujet;

7. Invite les rapporteurs spéciaux, les représentants spéciaux et les groupes de travail de la Commission des droits de l'homme et les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, agissant dans le cadre de leur mandat, à rechercher, lorsqu'il y a lieu, des informations sur les problèmes qui engendrent des exodes massifs ou qui empêchent le rapatriement librement consenti des populations et, le cas échéant, à faire figurer ces informations, assorties de recommandations, dans leurs rapports et à les porter à l'attention du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent dans l'exercice de son mandat, en consultation avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

8. Prie tous les organismes des Nations Unies, et notamment les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, les institutions spécialisées et les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales, de coopérer pleinement avec tous les mécanismes de la Commission et, en particulier, de leur fournir toutes informations pertinentes à leur disposition sur les situations des droits de l'homme qui provoquent des mouvements de personnes déplacées ou réfugiées ou qui sont préjudiciables à ces personnes;

9. Prie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, conformément à son mandat, tel qu'il est défini dans sa résolution 48/141 du

5/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 189, n° 2545.

6/ Ibid., vol. 606, n° 8791.

20 décembre 1993, et en coopération avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, de prêter attention aux situations qui provoquent ou risquent de provoquer des exodes massifs et de remédier efficacement à de telles situations au moyen des mécanismes de planification préalable et de réaction aux situations d'urgence, y compris des échanges d'informations avec le système d'alerte rapide des Nations Unies, de la fourniture d'avis techniques, de services d'experts et du renforcement de la coopération;

10. Invite le Secrétaire général à accorder une haute priorité et à affecter, dans la limite des crédits ouverts au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, les ressources nécessaires à la consolidation et au renforcement des mécanismes de planification préalable et de réaction aux situations d'urgence, notamment les activités d'alerte rapide dans le domaine humanitaire, afin de veiller notamment à ce que des mesures efficaces soient prises pour repérer les facteurs multiples et complexes, y compris les violations des droits de l'homme qui contribuent à des exodes massifs;

11. Prie le Secrétaire général d'établir et de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport dans lequel il consignera des informations détaillées sur les efforts entrepris en matière de programmes, d'institutions, d'administration, de finances et de gestion pour améliorer la capacité de l'Organisation des Nations Unies de prévenir de nouveaux courants de réfugiés et de s'attaquer à leurs causes profondes;

12. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-deuxième session.

99^e séance plénière
22 décembre 1995